



COMBAT OUVRIER

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 28 FEVRIER 2015

N° 1128

PRIX 1 €

EDITORIAL

Démagogie autour d'un amendement à la loi Macron

Un amendement à la loi Macron présenté par une députée de la Réunion est vivement critiqué par un certain nombre de politiciens généralement de l'opposition de droite mais aussi par certains liés à la majorité socialiste. Il s'agit d'un amendement pour l'outre-mer concernant les jours fériés. La plupart de ces congés ont été fixés il y a fort longtemps par rapport au calendrier des fêtes religieuses catholiques. Or, dans certains départements d'outre-mer comme Mayotte, les musulmans sont majoritaires. A la Réunion, ils sont nombreux. Dans les "DOM", il est donc possible selon la loi de laisser aux préfets le soin de trancher en fonction des particularités locales. Il n'en fallut pas plus à l'extrême droite et à la droite française pour pousser de hauts cris d'indignation.

« Nous sommes là dans un vrai acte de démantèlement de la République. C'est une atteinte à l'unité nationale » a dénoncé Sébastien Huyghe, porte parole de l'UMP. Eric Ciotti, député UMP a renchéri en déclarant : « Avec la loi Macron, l'Aid pourra remplacer Noël en outre-mer. Irrresponsable quand les Français s'inquiètent de voir leur mode de vie remis en cause ». Le Front national (FN) en profite pour rajouter : « on fait reculer la laïcité en distinguant les Français selon leur religion ». Une manière de dire qu'on va privilégier les musulmans au détriment des catholiques. L'UMP apporte de l'eau au moulin du FN qui, lui, apporte de l'eau au moulin d'un électorat qui, exaspéré par la crise, fait à tort de l'immigré, et en particulier du musulman, le responsable de tous les maux. Électoralement, ce genre de déclaration est aujourd'hui tristement payante et profite plus au FN qu'à la droite classique, dont l'UMP.

Les chefs de l'église catholique comme l'évêque Riocreux ont poussé de hauts cris. Évidemment, ils défendent jalousement les fêtes de leur confession !

Mais les défenseurs de "l'unité de la république" même pour des territoires se trouvant à 6000 ou 10 000 kms de la France ne se sont jamais élevés par contre lorsque les droits sociaux en outre-mer, le SMIC, les allocations familiales, et bien d'autres étaient plus bas que dans l'hexagone. Ils n'ont jamais dénoncé les hausses de prix vertigineuses et discriminatoires par rapport à l'hexagone, la pwofitasyon outre-mer pendant les grandes manifestations et grève générale de 2009 ! Pour eux l'unité de la république n'est valable que dans un sens.

La religion catholique ferait partie de la culture française ! Il faut donc imposer à tous les fêtes catholiques, même s'il y a maintenant près de 4 millions de musulmans. Soit dit en passant, parmi ces derniers certains aimeraient bien aussi imposer à tous comme ils le font déjà dans beaucoup de pays la religion musulmane !

En réalité, les congés ne devraient pas être obligatoirement fixés sur les calendriers religieux quels qu'ils soient, catholique, musulman, juif, adventiste et on ne sait quelle autre secte minoritaire ! Ils devraient être fixés simplement en fonction du rythme travail/repos et des ruptures de travail régulières, nécessaires pour permettre à tous de se reposer.

Mais voilà qu'aujourd'hui, les concepts religieux reviennent obscurcir la raison et les raisonnements et rajoutent à la confusion générale. Il n'est question dans l'actualité que de catholiques, juifs, musulmans. Mais il y a des millions d'athées aussi ! Alors le mieux serait de bannir tous ces concepts religieux des représentations officielles et d'en venir à une laïcité réelle, totale.

Ce sont les classes dirigeantes qui ont toujours utilisé depuis des millénaires les religions pour mieux diviser et régner sur les classes populaires. Elles ont besoin d'exacerber les croyances de toutes sortes pour maintenir leur dictature sur les peuples, au point d'en revenir à l'inquisition du moyen âge dans certaines parties du monde où on égorge et on brûle vivant au nom de dieu, comme on le faisait il y a des siècles en Europe aux pires moments de l'obscurantisme !

Le 22 mars, à Capesterre-Belle-Eau : Votez Jean-Marie NOMERTIN, Marie-Anne GEORGES, Rony TILLÉ, Sylviane DESBONNES !

Travailleuses, Travailleurs ! Jeunes, chômeurs, retraités, exploités : tous avec Jean-Marie NOMERTIN et Marie-Anne GEORGES à l'élection départementale des 22 et 29 mars 2015 à Capesterre-Belle-Eau ! Rejetez ambitieux et candidats du système d'oppression !

A cette élection, Sylviane DESBONNES est la remplaçante de Marie-Anne GEORGES. Elles sont deux ouvrières de la banane. Rony TILLÉ est le remplaçant de Jean-Marie NOMERTIN. Tous deux sont d'anciens travailleurs de la banane. Aujourd'hui, Rony Tillé est employé au CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes, et Jean-Marie Nomertin est employé.

Des candidats de la classe ouvrière

Ce sont quatre travailleurs combatifs que nous présentons à cette élection ! Ils savent ce qu'est l'exploitation patronale et ils ont déjà une vie de lutte derrière eux ! **Alors, des travailleurs doivent voter pour des travailleurs ! Et en plus pour des travailleurs opposés au système capitaliste !** Il vaut mieux, car sinon vous voterez pour des

notables, des candidats qui se présentent juste pour avoir un poste et les avantages qui vont avec, mais pas pour défendre les intérêts des travailleurs. Ou bien alors vous n'irez pas voter ou vous voterez bulletin blanc ! Non ! Il faut voter ! Nous avons ce droit. Utilisons-le du mieux possible. Profitons-en pour nous exprimer le mieux possible !

Combat Ouvrier vous donne l'occasion de voter pour des travailleurs qui se battent contre l'exploitation. Dernièrement, ces camarades ont mené une grève importante sur l'habitation Dormoy à Bois-Debout. Ils ont pu dénoncer les conditions de travail criminelles qu'on leur impose. Plusieurs travailleurs sont déjà morts sur cette habitation. Les travailleurs transportent entre 6,5 et 8 tonnes de bananes sur leurs épaules les jours de coupe. Ils font des dizaines de kilomètres par jour, à pied, pour mettre les sacs de polystyrène qui protègent les régimes, pour ne citer que ces deux exemples. Et tout cela pour des salaires très bas. Dans toutes les plantations c'est encore pire qu'à la S.A Bois-Debout.

Contre l'exploitation et le

chômage

Depuis plusieurs années, il y a eu des centaines de licenciements sur les plantations de bananes et pourtant la production a augmenté. Cela signifie que la charge de travail de chaque travailleur a augmenté. Elle sera encore plus importante puisque les planteurs déclarent qu'ils veulent augmenter la production, sans embaucher ou en ayant de plus en plus recours aux CDD (contrat à durée déterminée). Or, il y a près de 70 000 chômeurs en Guadeloupe, plus de 23% de chômage. Près de 4000 chômeurs à Capesterre-B-E avec 37% de chômage des 15-64 ans. Il faudrait donc interdire les licenciements et répartir le travail entre tous ! C'est la seule solution radicale pour à la fois créer des milliers d'emplois et alléger la charge de travail qui pèse sur les travailleurs.

Des millions pour le patronat et rien pour les travailleurs

Il ne faut pas compter sur les politiciens de droite et de gauche pour changer les choses. Parce que eux tous sont au service des patrons et des riches.

(Suite p.2)

Mardi 3 mars A 14h tous devant le tribunal de Basse Terre pour soutenir nos camarades Sony Laguerre et Raphaël Cécé militants de Combat Ouvrier et de Rebelle, pour protester contre la répression policière et judiciaire et les atteintes à la liberté d'expression !

Transport aérien : ça plane pour Corsair et Air Caraïbes

La presse a confirmé ce qui était jusque là une rumeur : la compagnie Air Caraïbes, propriété du Groupe Dubreuil, rachète la compagnie aérienne Corsair au groupe allemand TUI.

Pour la société TUI, c'est une bonne affaire. Elle se débarrasse à peu de frais d'un canard devenu boiteux pour elle aujourd'hui. Et si demain, il y des licenciements à opérer, le sale boulot sera effectué par Air Caraïbes.

Pour cette dernière, si l'on en croit son principal actionnaire, Jean-Paul Dubreuil, c'est une excellente affaire. Il a manifesté son optimisme en déclarant vouloir « Faire du profit dès la première année ». Et pour cause : les parts de marché d'Air Caraïbes et de Corsair réunies, qui représentent plus de 50%,

dépassant ainsi Air France, doivent permettre d'augmenter productivité et rentabilité. Ce sont donc des dizaines de millions supplémentaires qui devraient venir grossir la fortune du groupe Dubreuil.

Conscient qu'une telle opération ne peut que susciter la méfiance et l'inquiétude des salariés des deux compagnies, les nouveaux propriétaires se sont dépêchés de dire qu'il n'y aurait pas de « Plan social chez Corsair », en promettant de garder les deux entités côte à côte pendant deux ans avant d'avoir une structure unique au bout de la troisième année. Mais nous connaissons tous la fameuse citation : « les promesses mêmes écrites n'engagent que ceux qui y croient ». Les salariés de Corsair et leurs représentants



syndicaux ne semblent pas croire les nouveaux propriétaires et ils ont raison. Ils peuvent se souvenir de la récente grève de novembre 2014 où Air France voulait imposer à ses pilotes, qualifiés de salariés privilégiés, des baisses de salaires.

Aussi les déclarations rassurantes de leur nouveau patron ne laissent rien présager de bon pour ceux de Corsair. Il est donc indispensable qu'ils ne baissent pas la garde et se préparent, avec les salariés d'Air Caraïbes, à affronter leur patron dans sa course au profit.

Les interventions économiques de la Chine dans les petites Antilles modifient le paysage de ces îles. Dès son installation au pouvoir en juin 2014 le gouvernement travailliste des deux petites îles Antigua et Barbuda, très proches de la Guadeloupe, a immédiatement signé un accord avec une société chinoise pour la construction d'un gigantesque complexe hôtelier : entre autres 5 hôtels de luxe, un casino, un golf, une marina, soit près d'un milliard de dollars d'investissements. Le nouveau Premier ministre Gaston Browne annonce des emplois, des revenus pour la population. En décembre 2014 ce même gouvernement signait un contrat avec une société de travaux publics chinoise pour rénover le principal port de l'île. La Chine a déjà construit un stade et un aéroport dans ce pays. Elle se fait ainsi une place aux côtés des États Unis dans le contrôle des affaires d'Antigua et Barbuda comme d'ailleurs de celles des autres îles indépendantes de la région : prêts aux États, constructions de routes, d'hôpitaux...

Cette semaine un incident «diplomatique» a mis en évidence cette dépendance économique. Une famille capitaliste de l'île, les Hadeed, a, le 12 février, annoncé son intention de faire un procès à la banque chinoise Export-Import

Bank. Elle l'accuse d'avoir nui à sa société de production d'électricité APC (Antigua Power Company). En même temps elle attaque des politiciens du précédent gouvernement, qui a perdu les élections en 2014. Ils auraient occasionné des pertes à APC en faisant affaire avec la banque chinoise pour la fourniture d'une centrale électrique. Immédiatement le gouvernement a reproché publiquement à la famille Hadeed son «manque de patriotisme». Selon Gaston Browne un tel procès serait catastrophique dans la mesure où la banque en question retirerait ses investissements ; et puis la famille Hadeed installée dans le pays a toujours bénéficié des aides du gouvernement ; enfin la centrale fournie par la Chine n'a pas coûté cher.

Dans le secret, dès le 13, des négociations entre le gouvernement d'Antigua et Barbuda, la banque chinoise et la famille Hadeed ont abouti à l'annulation du projet de procès. Dans la presse d'Antigua les commentaires et les suppositions vont bon train. Certains approuvent le gouvernement, d'autres non, mais tous admettent que cet «arrangement» ne réduira pas les tarifs de l'électricité pour la population. Affaire de gros et de gros sous !

Depuis l'élection de Hollande, les cadeaux au patronat sont encore plus gros. Ils bénéficient d'exonérations de charges sociales et fiscales énormes. Mais en plus, les soi-disant socialistes ont créé pour les riches le CICE (crédit impôt-compétitivité-emploi). 40 milliards sont ainsi offerts aux patrons français de l'hexagone et des départements d'outre-mer.

Les patrons de la banane sont passés maîtres dans l'art de quémander et de recevoir des millions de subventions. A tel point qu'ils regrettent même qu'il n'y ait pas assez de cyclones leur permettant de recevoir encore plus de subventions ! Pour les patrons de la banane, les subventions se chiffraient à 32,1 millions d'euros en 2013.

Rejetons les serviteurs politiques du patronat et de la bourgeoisie

Tout dernièrement, Lurel a rassuré les patrons en leur disant que le Conseil Régional avait fait un prêt de 100 millions pour eux et qu'il y aurait 800 millions d'argent de l'Europe jusqu'en 2020 à leur disposition. Ils nous disent que toutes ces facilités offertes aux patrons c'est pour qu'ils embauchent ! Et pourtant, le chômage augmente !

En votant pour des candidats comme Ramdini, liés à Lurel et au pouvoir, vous voterez pour donner de l'argent aux riches et au patronat ! Vous voterez pour continuer à arroser d'euros les Dormoy, Lignières, Butel et compagnie ! Et en votant pour les candidats de la droite soutenus par les Penchard, Chevy et Joël Beaugendre, comme Claude Maurice, vous voterez pour la déqualification des riches, de ceux qui pourraient payer plus pour la collectivité et qui ne le font pas !

Jean Philippe Courtois ne peut être, lui non plus, un bon candidat pour les travailleurs car il ne s'oppose pas au système capitaliste.

Quant à Marc Guille, il est le candidat du Front National. C'est l'homme du patronat de la banane. Il a été leur économiste sur les

plantations. Il est leur complice dans l'exploitation féroce des ouvriers. Le Front National est un parti dont certains dirigeants n'hésitent pas à parler de «l'inégalité des races». Pour eux, c'est l'immigration qui serait responsable de tous les maux. C'est à dire que les Arabes, les Noirs, les Indiens seraient responsables de la criminalité et de la crise sociale qui s'aggrave. Donc, nous aussi, immigrés antillais en France nous sommes dans le lot. Mais derrière cette politique là, c'est la mise au pas de tous les travailleurs que le Front National cherchera à pratiquer. C'est un danger ! Les immigrés ne sont en rien responsables de la crise. Ce sont les capitalistes, les riches, les banquiers, les financiers qui sont responsables. Ne nous trompons pas de cible !

Contrôle ouvrier sur les fonds

Les travailleurs et la population n'ont aucun contrôle sur l'utilisation de l'argent public. Lurel et Gillot peuvent dire ce qu'ils veulent, faire ce qu'ils veulent des fonds publics, nous n'en savons rien. Les patrons passent leur temps à pleurnicher qu'ils ne peuvent augmenter les salaires parce que ça va mal, mais nous, travailleurs n'avons aucun contrôle sur les profits qu'ils réalisent sur notre sueur et sur notre sang !

Nous devons exiger l'abolition du secret bancaire, du secret des affaires dans lesquels baigne l'argent public comme privé ! Et pendant qu'on arrose les riches à coup de milliards, le SMIC n'a augmenté que de 0,8%. Nous devons exiger que les salaires, les pensions, les minima sociaux augmentent en fonction du coût réel de la vie !

La catastrophe sanitaire et sociale du chlordécone et des pesticides

En votant pour les partis et les hommes qui ne s'attaquent pas au système capitaliste, que ce soit les vieux politiciens rusés ou les jeunes loups ambitieux, vous voterez pour des gens ou pour

leurs partis qui ferment les yeux sur la catastrophe sociale sanitaire que constitue l'empoisonnement de la terre, des racines, des poissons et des hommes par le chlordécone. Capesterre-Belle-Eau est gravement touchée. Les marins pêcheurs sont interdits de pêcher sur le littoral, car les poissons sont empoisonnés. Ce sont les gros possédants békés qui ont continué à déverser du chlordécone alors que c'était interdit. Et que dire de centaines de travailleurs de la banane qui sont intoxiqués par tous les produits chimiques. Képone, Némacur et autres Témic. Beaucoup ont été blessés, brûlés. Beaucoup en sont morts. Les gros planteurs et l'État doivent indemniser les travailleurs et la population pour tous ces crimes.

LE SCANDALE DE L'EAU

Et le bouquet c'est ce manque d'eau dans une des communes les plus arrosées de l'île ! Les coupures d'eau et les tours d'eau sont un vrai scandale. Les élus sont totalement, incompétents sur le problème de l'eau. Tant que le réseau ne sera pas entièrement réparé, nous aurons ce problème. Mais si nous étions des milliers à manifester dans les rues pour réclamer le règlement définitif du problème de l'eau, il serait réglé.

Travailleuses, Travailleurs : pour toutes ces raisons, il faut envoyer des travailleurs combattifs communistes dans l'assemblée départementale. Ils pourront amplifier la colère des travailleurs et la faire entendre au plus près des oreilles des politiciens au service des riches et du patronat. Si des milliers de voix se portent sur le nom des candidats du Combat Ouvrier, nous redonnerons confiance à tous les travailleurs. Et cela comptera pour les luttes à venir.

Alors, tous avec Jean-Marie NOMERTIN Marie-Anne GEORGES

et

Sylviane DESBONNES Rony TILLÉ

VENEZUELA

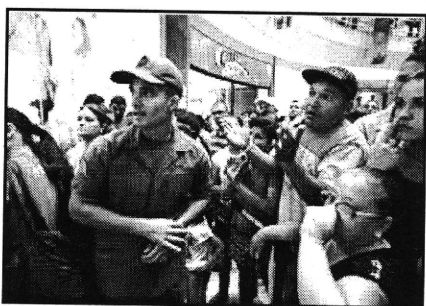
La population confrontée aux pénuries

Depuis quelques semaines, les queues devant les magasins pour se procurer certains produits de base se sont allongées, en longueur comme en temps d'attente. Elles pénalisent surtout la population pauvre, celle qui n'a pas les moyens de s'approvisionner au marché noir, ni de payer des «professionnels de la queue» pour qu'ils patientent à sa place. La pénurie n'est pas nouvelle : au cours des derniers mois de l'année passée, des produits alimentaires manquaient déjà dans les magasins. En dehors de certains produits de consommation courante, ce sont les produits d'hygiène et les médicaments qui font défaut. Le gouvernement accuse les propriétaires de chaînes de magasins de favoriser les pénuries pour fomentier des troubles sociaux. Le président Maduro a ordonné la prise de contrôle d'une chaîne de magasins et fait arrêter ses dirigeants pour interrogatoires.

Quoi qu'il en soit, le Venezuela est plongé dans une crise profonde due en grande partie à la forte baisse du prix du baril de pétrole. Au cours du dernier semestre de 2014, le prix du brut avait chuté de 50%. Il est à présent tombé en dessous de 50 dollars le baril.

Le Venezuela détient les plus grosses réserves de pétrole au monde, et les hydrocarbures représentent 96% de ses recettes à l'exportation. Il détient également des réserves importantes d'or et d'autres minerais.

La population vénézuélienne a connu une certaine amélioration de sa situation avec la venue au pouvoir du président Chavez, en 1999. Il fut réélu à 4 reprises, jusqu'à sa mort en 2013. La popularité de Chavez venait essentiellement



des mesures sociales entreprises grâce à l'argent issu des exportations pétrolières, dans une période où elles rapportaient gros. Les progrès touchaient la Santé, avec l'appui de plusieurs milliers de médecins cubains, l'alphabétisation et la scolarité, la nourriture de base à bas prix. Chavez avait aussi su s'imposer face aux États Unis et aux représentants des grands trusts pétroliers, en prenant en partie le contrôle de l'industrie pétrolière. Mais il n'a jamais envisagé d'appeler la population pauvre à se mobiliser pour en finir avec la domination capitaliste et la propriété privée. Les classes possédantes n'ont pas été expropriées, et même la réforme agraire entreprise en 2003 a laissé presque intactes les immenses propriétés. Nicolas Maduro, successeur désigné de Chavez, fut élu en 2013. Malgré les avancées de la dernière décennie, le pays n'est pas sorti du sous-développement et une grande partie des produits de consommation sont importés. Le Venezuela n'est autorisé à emprunter sur les marchés qu'à un taux très élevé (19%) et doit servir des intérêts de sa dette s'élevant à la moitié de ce que pourraient lui rapporter les exportations pétrolières en 2015.

La catastrophe économique qui s'aggrave profite à l'impérialisme qui continue à étrangler le pays.

Le grand patronat veut punir ceux qui révèlent ses petits secrets

Parmi tout l'arsenal de mesures anti-ouvrières et patronales listées dans la loi Macron se trouvait l'article 64 prévoyant la condamnation, au nom du «secret des affaires», de tous ceux – journalistes, travailleurs ou militants syndicaux – qui révèlent une information secrète sur une entreprise. La peine encourue ? Trois ans fermes et 375 000 euros d'amende !

L'année dernière, les militants de la CGTG ont réclamé un audit sur le groupe Despointes et, en révélant la façon dont il escamote ses bénéfices, ils ont obtenu le versement de primes aux salariés. Si cette loi avait existé, ces militants seraient aujourd'hui réprimés par la justice. De même que les militants de Combat Ouvrier qui ont publié ces faits dans ce journal. Si cette loi avait existé, les ouvriers de l'automobile qui ont révélé les plans secrets de PSA pour fermer l'usine d'Aulnay auraient été, qui sait, en prison. Les scandales financiers comme l'affaire du Crédit Lyonnais, l'affaire Clearstream et autres n'auraient pas pu être révélés. Le scandale du Médiateur (ce médicament mortel qu'il a fallu des années pour retirer de la

vente), non plus. Ce ne sont pas seulement les journalistes qui sont visés. Tout militant syndical qui aurait écrit un tract pour dénoncer les conditions de travail dans une entreprise serait passible de se retrouver devant les tribunaux et lourdement condamné. Les salariés élus des comités d'entreprise et des CHSCT (comité d'hygiène et sécurité) auraient dû eux aussi fermer bien sagement leur bouche...

Au dernier moment, cet article a été supprimé de la loi. Il faut dire qu'on était à la veille du scandale «Swiss Leaks» : 150 journalistes du monde entier qui ont révélé simultanément dans 50 pays différents les noms d'artistes, d'hommes d'affaires et de chefs d'État ayant placé de l'argent en Suisse pour échapper aux impôts. S'il avait maintenu l'article 64, le gouvernement aurait eu trop ouvertement l'air de protéger les riches fraudeurs. Mais ce n'est que partie remise. Déjà, en janvier 2012, le ministre UMP de l'époque, Luc Besson, avait tenté de faire passer cette loi mais finalement, à la veille des élections présidentielles, le gouvernement avait renoncé de peur que cela ne porte atteinte au



E. MACRON

candidat Sarkozy (qui aurait été accusé à juste titre de protéger ses amis les riches). Puis c'est le ministre socialiste Pierre Moscovici (aujourd'hui commissaire européen) qui s'y est essayé en octobre 2012 avant de reculer. De son côté, la commission européenne est en train de préparer une directive sortie du même tonneau. Comme l'a déclaré la députée socialiste Colette Capdevielle : «c'est un texte qui est terriblement attendu par les entreprises»...

Les travailleurs auraient raison de mettre systématiquement en avant, dans leurs luttes, la revendication de l'ouverture des comptes et de l'abolition du secret des affaires, comme nous le faisons régulièrement à Combat Ouvrier. Car si la bourgeoisie a aussi peur qu'on révèle ses petits (et grands) secrets, c'est forcément que c'est bon pour les travailleurs !

LA PERMANENCE DES SOINS EN QUESTION

Cette semaine l'ARS a fait de longs communiqués à la presse sur l'organisation de la permanence des soins au niveau de la Martinique avec 4 MMG (maison médicale de garde). Ce dispositif est mis en place de manière permanente pour «désengorger l'hôpital public» et spécifiquement les Urgences en cette période où de nombreux cabinets médicaux sont fermés. Mais cela n'empêche pas pour

autant que les effectifs en personnel sont insuffisants au niveau des services.

L'augmentation des embauches est donc toujours une nécessité.

APRÈS LE DÉCÈS D'UN DETENU

Le décès d'un jeune détenu dans une chambre sécurisée de PZQ le lundi 9 février a provoqué un certain émoi et c'est bien naturel. Les résultats de l'autopsie du corps du jeune homme ne sont

pas connus au moment où nous écrivons. Mais plusieurs questions sont posées dont la question de la qualité de la prise en charge médicale du détenu. Les problèmes de sous effectif dénoncés régulièrement à la prison de Ducos peuvent évidemment intervenir sur les décisions prises ou sur leur mise en œuvre. C'est l'image triste des risques existant dans un service ou un autre, dépendant du CHUM.

Échos de Jarry

GADDARKHAN : LE PATRON S'EST TROUVÉ UNE OCCUPATION !

Depuis quelques jours le patron a installé des caméras dans plusieurs bureaux de l'entreprise. Une manière de mettre la pression sur les ouvriers. Au moins le patron pourra faire un film sur les conditions de travail pénibles des ouvriers.

GADDARKHAN ENROBAGE : DES JOUJOUX COÛTEUX !

L'installation des caméras aurait coûté plus de 70 000€, sans parler des frais de gestion... Pour rappel, c'est le même qui licenciat des ouvriers il y a deux ans, qui bloquait Jarry pour ne pas payer la écu, qui refuse de faire les NAO, parce que soi-disant il n'a pas l'argent !

GÉNÉRALE DES EAUX : UNE «GRÈVE» EN OR POUR LE PATRON

En décembre, des cadres ont orchestré un blocage des locaux durant plus d'une semaine. Aujourd'hui, on comprend pourquoi la direction y était favorable. En une semaine, elle a reçu 3 millions du Conseil général. Pire, le patron et les meneurs «grévistes» se sont mis d'accord pour prélever un jour de salaire à tous les travailleurs pour cette fausse grève !

GÉNÉRALE DES EAUX : ... QUI EN VEUT TOUJOURS PLUS !

Certains travailleurs ont découvert que la direction avait prélevé plusieurs jours de salaire au lieu du seul jour prévu. Ils ont été considérés comme absents durant le mouvement ! Les intérimaires ont été carrément privés de paye durant les 9 jours de blocage. Le directeur, fraîchement arrosé de millions d'euros, essaie de faire les poches

des travailleurs !

EDF : LA DIRECTION NE SAIT PAS CE QU'ELLE VEUT...

La direction d'EDF a assigné la CGTG au tribunal de Pointe-à-Pitre le 5 février, car elle conteste le droit des salariés à choisir le syndicat qu'ils souhaitent. Mais c'est cette même direction qui a demandé le renvoi de l'affaire !

EDF : ... MAIS LE TRIBUNAL EST DÉJÀ DE SON CÔTÉ

Une centaine de personnes étaient venues protester devant le tribunal le 5 février, à partir de 16h.

Ce n'est qu'à 20h30 que la juge a pris la peine de nous dire que l'affaire est renvoyée au 5 mars.

La justice est toujours pleine d'égards pour les riches et les puissants, mais pour les travailleurs, elle ne montre que du mépris !

Échos de L'aéroport

M.S.C. (CHARIOTS) : ENCORE DES RETARDS DE SALAIRES...

Multiservices Caraïbes (M.S.C.), société qui effectue la manutention des chariots à bagages, les mauvaises habitudes reprennent.

En effet les employés n'ont reçu leur salaire que le 9 février. Ce retard de paiement, qui était récurrent l'an passé, mais avait cessé, a donc recommencé. Cela nous met en difficulté vis-à-vis de leur banque et des crédits dépenses quotidiennes.

Pendant ce temps, ils ont dû continuer à venir au travail, le moindre retard aurait été sanctionné.

...ET DES SUPPRESSIONS DE PRIMES

Pis encore, après l'indemnité de transport, c'est cette fois ladite «prime de vie chère» acquise en 2009 qui a disparu des fiches de paie.

La direction profite du fait qu'elle se trouve en Martinique pour faire un peu n'importe quoi, malgré plusieurs rappels à l'ordre de l'inspection du travail. Le ras-le-bol ressenti par les agents ne tardera pas à s'exprimer, si la direction persiste à pratiquer ce genre «d'anomalies».

AIR CARAÏBES ACHÈTE CORSAIR... PAS DE PLAN

SOCIAL... MAIS !

Corsair pendant quel temps conservera son identité. Cette compagnie avait déjà réduit son personnel de 1700 à 1250 par le Plan Take off.

Mais il est fortement question de plan social lors de la fusion annoncée pour 2016. Ils parlent de «risque de doublons», 2 personnes pour une même tâche, et également du renvoi de ceux qui travaillent sur les 747 qui consomment trop de carburant. Les patrons font leurs plans pour leurs profits. Aux travailleurs, solidairement, à faire leurs plans de maintien de l'emploi, par formation et autres solutions liées à l'accroissement prévu des activités du groupe.

Le sort de la population ne dépend pas des Rafales

La France a vendu 24 Rafales à l'Égypte pour 5,2 milliards d'euros. Le Premier ministre Manuel Valls s'est félicité de cette vente comme d'une bonne affaire qui constitue «une avancée fondamentale pour l'Égypte».

Que ce soit à gauche ou à droite, c'est le même triomphalisme. Mais tout cet argent dépensé par l'Égypte à des fins militaires est un véritable non sens car il aurait pu être utilisé au bénéfice de la population confrontée à de graves difficultés. En 2013, 13% de la population active était au chômage. 18% vivait sous le seuil de pauvreté. En 2015, ces chiffres ont augmenté. Le nombre de chômeurs est passé à 13,9%. Les infrastructures sont insuffisantes. La population est trop souvent privée d'eau, d'électricité. C'est

cette situation qui a entraîné le mécontentement et la révolte en 2011. La population avait exprimé sa colère et renversé le dictateur Moubarak. Le nouveau pouvoir des frères musulmans a été contesté et renversé à son tour. L'armée a fait un coup d'état et pris les commandes. Ce sont les militaires qui contrôlent une partie de l'économie. Les officiers supérieurs possèdent de nombreuses entreprises, qui représentent 20% de l'emploi et 25% du produit intérieur brut. Ils sont à la tête d'un important trafic d'armes à destination des pays du Golfe mais aussi de l'Afrique.

Aujourd'hui, ceux qui sont au pouvoir parlent de transition démocratique. Mais le mécontentement qui s'exprime

par de nombreuses grèves est étouffé par les armes.

Le vrai changement pour les Égyptiens serait de s'attaquer aux richesses de cette armée et d'utiliser les deniers publics à leur avantage.

Et les peuples des pays riches qui vendent des armes aux pays du monde pourront être d'un grand secours lorsqu'ils interdiront la fabrication et la vente d'armes de guerre et de destruction, au profit d'une lutte contre les fauteurs de guerre chez eux et dans le monde. Les pays riches entretiennent des guerres aux quatre coins du monde, afin que les marchands de canons vendent leurs armes partout pour engranger de juteux profits !



Le 11 février dernier les salariés se sont mobilisés pour protester contre l'attitude du directeur qui refusait systématiquement toutes les demandes des représentants du personnel dans le cadre des négociations annuelles obligatoires de 2014. Ces négociations avaient commencé en 2014 et traînaient en longueur. Le directeur ne voulait rien lâcher alors que le Crédit Agricole se porte bien et a fait 20 millions d'euros de bénéfices en Guadeloupe en 2014. Les salariés ont estimé qu'ils devaient obtenir une part du gâteau puisque c'est grâce à leur travail que de tels résultats sont obtenus. Donc ce 11 février, les employés ont arrêté le travail. La plupart des agences étaient fermées et près de 70 % du personnel du siège de Petit Pérou sont restés toute la journée pour

accompagner les représentants du personnel qui négociaient. À la fin de la journée de mobilisation la direction a cédé et a accordé l'augmentation d'une prime concernant la part variable de la rémunération d'environ 16 %. Cette prime sera versée à la fin du mois de février.

Bien sûr ce n'est pas une augmentation de salaire pérenne mais l'augmentation de la prime versée était une victoire pour les salariés qui ont bien compris qu'ils devaient se mobiliser pour obtenir quelque chose.

Dès le mois de mars, les négociations annuelles obligatoires de 2015 vont commencer et c'est un avertissement donné à la direction si elle a l'intention de se moquer des salariés une nouvelle fois.

La grève continue à la centrale électrique Albioma

La grève débutée le 22 janvier se poursuit depuis maintenant plus d'un mois dans les deux centrales Albioma au Moule.

Comme d'habitude en cas de grève, la direction a cité les grévistes et leur syndicat à comparaître pour entrave à la liberté du travail. Les juges ont rendu une décision en faveur des patrons condamnant les salariés grévistes à libérer les entrées des deux centrales. La direction a fait redémarrer les 2 tranches de la centrale avec les non grévistes et les cadres. Mais la majorité des travailleurs poursuivent la grève. Sur 80 salariés plus de 60 sont encore en lutte. Plusieurs réunions ont eu lieu avec la direction d'Albioma sous la médiation de la Direction du Travail du département. La Direction Générale du Travail basée à Paris a confirmé ce qu'affirment les

travailleurs depuis plusieurs mois, à savoir que la durée maximale de travail est fixée à 35 heures et qu'au-delà les heures sont rémunérées en heures supplémentaires et en repos compensateur. Pour les travailleurs en grève, ce rappel de la loi était important. Face à leur direction qui affirme tout et son contraire, ils exigent des écrits précis. Ils réclament le dédommagement des repos compensateurs non pris et veulent obtenir des embauches supplémentaires. D'ores et déjà, la grève leur a permis d'arracher 7 postes supplémentaires. Mais ils estiment que toutes les heures supplémentaires sont loin d'être compensées en postes créés. La grève leur a aussi d'ores et déjà permis d'obtenir l'application du bonus «Bino» pour l'ensemble des salariés, payé rétroactivement pour un montant total supérieur à 200 000€.

SUCRERIE EN LUTTE (Gardel)

UNE DIRECTION BIEN PRESSÉE

À la suite de la réunion du 10 février au centre technique de la canne et du sucre, Lorcet le PDG de Gardel est prêt à lancer la campagne sucrière. Il propose les 23 et 24 février. Il n'y a pas eu de pluviométrie excessive, il pousse à démarrer rapidement. La vitesse et l'agitation des usiniers n'est pas dans le même tempo que les ouvriers, il y a encore un obstacle celui des NAO et les ouvriers n'entendent pas se laisser bernier.

LES POURCENTAGES NE SONT PAS L'AFFAIRE DES TRAVAILLEURS

Lors de la réunion du vendredi 6 février, les syndicats proposaient 60 euros d'augmentation et la direction 13 euros. Lors de la

rencontre du 13 février, la direction est passée en mode pourcentage proposant 0,8%. Une proposition qui revient à celle de la réunion précédente en pire. Si pour un salaire de 1500 euros le pourcentage de 0,8% donne 12 euros, pour celui qui touche 1000 euros cela donne 8 euros. Cette proposition de pourcentage est injuste car elle pénalise les salaires les plus bas.

CLAVIERE BLOQUE LES NAO

Pas d'augmentation de la prime de transport ni ticket restaurant, le panier de nuit n'est pas augmenté. Clavier fait tout pour bloquer les NAO. C'est son rôle, mais qu'il ne s'étonne pas si la campagne ne démarre pas au temps voulu par les usiniers.

A qui profite le crime ?

Malcom Little, prit le nom de Malcom X pour rompre avec son nom d'esclave emprunté à un maître. Il fut l'un des leaders noirs les plus connus et l'un des plus radicaux dans l'histoire des mouvements de lutte des Noirs pour les droits civiques et contre la ségrégation aux États-Unis. Subissant, comme tous les Noirs, le racisme et la ségrégation, Malcom X s'est opposé à la société américaine qui favorisait les discriminations, les injustices et les inégalités envers la population noire. Il fut assassiné le 21 février 1965, alors qu'il prononçait un discours lors d'une réunion publique, dans le quartier noir de Harlem. Qui a éliminé Malcom X ? On a soupçonné ses anciens amis, les musulmans noirs (nommés Black Muslims ou Nation de l'Islam) d'avoir commandité le meurtre. Il existe encore un flou sur les responsables de son assassinat. Cependant, on peut dire qu'il était surveillé de près par les services secrets américains dont le FBI (Bureau Fédéral d'Investigation). A cette époque, le directeur du FBI, Edgar Hoover, était un anticommuniste et un raciste notoire. Il se peut qu'il y ait eu une collaboration entre le FBI et les Black Muslims pour éliminer Malcom X. Dans tous les cas, posons nous la question «à qui profite le crime ?» et la réponse est claire : il profite au pouvoir politique américain.

Une société minée par le racisme

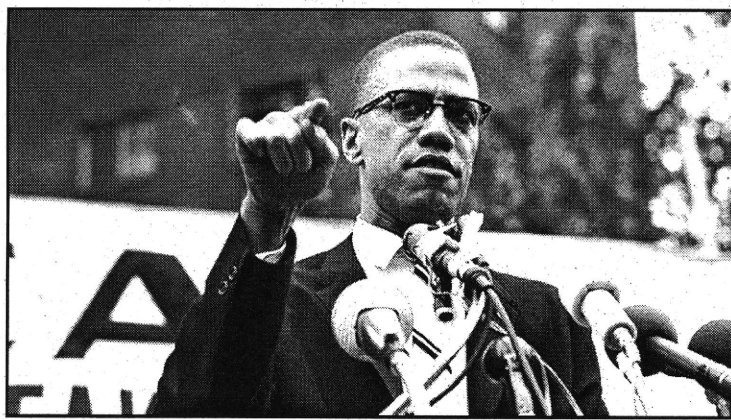
Le racisme est une des expressions du système capitaliste et du colonialisme. Avant l'esclavage des Noirs, le racisme anti noir n'existait pas. Il a commencé à partir du moment où le capitalisme a eu besoin économiquement de soumettre les Noirs à l'esclavage et de le justifier en disant que les Noirs n'étaient pas des hommes.

Après l'abolition de l'esclavage aux États-Unis et jusque dans les années 1960, le capitalisme s'est nourri du racisme et de la division

qu'il entretenait entre les travailleurs Noirs et Blancs pour continuer à faire des profits. Pour cela, tout un système de ségrégation raciale a été mis en place. Les représentants politiques ont commencé par mettre en place des lois pour interdire et limiter ou empêcher le droit de vote des Noirs. Ceux qui osaient s'opposer étaient lynchés, voire assassinés par les membres du Ku-Klux-Klan (KKK). Le KKK est une organisation d'extrême droite, raciste, qui prône la supériorité de la race blanche. Il veillait à ce que la ségrégation soit bien respectée. Aucun mélange des races n'était admis dans les écoles, les restaurants, les magasins, les toilettes, dans les quartiers et même dans les usines jusque dans les années 60 du vingtième siècle. Par exemple, dans les autobus urbains, les Noirs n'avaient le droit de s'installer qu'à l'arrière des bus, et les Blancs à l'avant. Quand tous les sièges à l'avant étaient pris, les Noirs assis au milieu du bus devaient céder leurs places aux Blancs. La plupart des Noirs vivaient dans des quartiers pauvres, dans des petites maisons délabrées, sans électricité.

Les raisons de l'engagement politique de Malcom X

La vie du jeune Malcom X ressemblait à celle que vivaient beaucoup de jeunes Noirs. Son père a été tué par une organisation de Blancs racistes. Puis, suite à la dégradation de la santé mentale de sa mère, il fut pris en charge par l'Assistance publique. Ensuite, une fois affranchi de ses tuteurs, il se retrouva dans le ghetto de Harlem, où il s'adonna à la drogue et sombra dans la délinquance. Il passa sept années en prison où il se cultiva. Et c'est en prison qu'il rencontra les Musulmans noirs. A sa sortie, il se convertit à l'Islam. Malcom X était révolté par la situation des Noirs. Il s'affirma comme un guide politique et un excellent orateur qui avait réussi à attirer les foules. Il organisa la branche d'auto-défense armée des Musulmans noirs. Puis, peu à



peu, il prit ses distances avec eux.

Malcom X, de l'Islam noir américain à une vision anti impérialiste mondiale

La direction du mouvement profita d'un discours que Malcom X avait tenu après l'assassinat du Président Kennedy pour l'exclure de l'organisation. Malcom X devenait dangereux pour eux, car il s'éloignait des idées sectaires, racistes et simplistes de la Nation de l'Islam. Cette organisation prônait la supériorité de la race noire, et exigeait un État séparé des Blancs pour les Noirs américains. En réalité, la Nation de l'Islam était une organisation affairiste qui voulait avoir le monopole des activités économiques dans les ghettos et les quartiers noirs, afin d'y faire des affaires. Actuellement, le représentant des Musulmans noirs Louis Farrakhan est devenu multimillionnaire en se servant des difficultés des Noirs dans ces quartiers pauvres où ils subissaient le racisme. Malcom X prit de plus en plus ses distances en affirmant ses désaccords. Il tint de plus en plus un langage révolutionnaire anticapitaliste et anti-impérialiste. Les deux voyages qu'il fit en Afrique en 1964 lui permirent de comprendre le mouvement de décolonisation sur ce continent. Il identifia la lutte des Noirs américains à celle des peuples africains qui voulaient se libérer des pays impérialistes. Il soutint que les Noirs des États-Unis avaient pour alliés tous les décolonisés du monde. Malcom X était aussi en désaccord avec Martin Luther King qui prônait la

non-violence. Il a déclaré : «en ce qui concerne la non-violence, il est criminel d'enseigner à un homme de ne pas se défendre quand il est la victime d'attaques brutales». Il a aussi dit : «Je crois qu'il y aura un affrontement entre ceux qui veulent la liberté, la justice et l'égalité pour tout le monde et ceux qui veulent continuer les systèmes d'exploitation».

Les Noirs américains : une position particulière pour les révolutions à venir

Mais le pouvoir n'a pas donné à Malcom X le temps d'approfondir ces idées et son action.

L'État américain ne pouvait tolérer un tel dirigeant qui intervenait alors même que le mouvement de masse noir était en pleine ascension. Ce sont des millions de noirs révoltés par le racisme et la ségrégation qui ébranlèrent à cette période le pouvoir américain. Des milliers manifestaient dans les rues. Dans les années soixante, il y a eu des centaines de révoltes dans plusieurs villes comme à Los Angeles, à Harlem, Rochester, Philadelphie, Cleveland, Chicago, Detroit etc. Malcom X, comme d'autres leaders des luttes des Noirs, représentait un danger potentiel pour l'État américain. C'est la raison pour laquelle Malcom X, Martin Luther King, puis plusieurs dirigeants des Black Panthers ont été éliminés par le pouvoir. Ces derniers, après Malcom X, militaient pour l'auto-défense armée des Noirs face à une police blanche raciste. Ils patrouillaient armés dans les ghettos pour se faire respecter.

Tous ces militants devaient servir d'exemple pour tous ceux qui voulaient suivre cette voie.

Les luttes pour la reconnaissance des droits civiques et pour mettre un terme à la ségrégation ont porté quelques fruits. Elles ont permis à une couche petite bourgeoisie noire d'émerger. Des Noirs ont réussi à avoir des postes dans les hautes fonctions politiques et administratives de l'État jusqu'à l'élection d'un président noir, Barack Obama. Mais son élection à la tête de l'État n'a pas mis fin au racisme, au chômage, à la pauvreté, à l'exclusion des Noirs. Ce sont surtout les Noirs qui sont les plus poursuivis par la justice. 40% de la population noire est en prison. Ce sont eux aussi qui sont les plus visés par les balles des policiers. N'y a pas si longtemps, à Ferguson, la population noire s'est mobilisée contre l'assassinat raciste d'un jeune, perpétré par la police blanche.

Depuis la crise financière de 2008, les injustices, la répression policière, s'amplifient, et la situation des masses laborieuses, en particulier celle des Noirs, ne cesse de se dégrader. C'est le capitalisme qui est responsable de la misère, de l'oppression dans le pays où parallèlement il y a le plus grand nombre de riches au monde. Les masses laborieuses noires reprendront le chemin des luttes, mais cette fois-ci pour leur émancipation, avec tous les autres travailleurs, blancs et latins, notamment pour le renversement de cette société capitaliste. Dans le pays le plus riche du monde, ce serait aussi un grand espoir pour l'émancipation des travailleurs du monde entier.

Meurtre raciste d'un Haïtien à St Domingue

Le 11 février, Jean Claude Jean Harry, un haïtien qui travaillait comme cireur dans la ville de Santiago en République Dominicaine, a été trouvé pendu à un arbre de la place, pieds et poings liés.

Devant cette action bestiale, les autorités dominicaines multiplient les versions. Elles ont d'abord parlé d'un complot où Jean Harry aurait été tué pour lui voler un ticket de loto, une deuxième version raconte qu'il aurait été tué car il serait un témoin gênant. Enfin une troisième version, lancée sur les médias dominicains et en

Haïti, avance que la victime aurait été tuée par deux Haïtiens. Selon les autorités dominicaines, ils auraient d'ailleurs avoué le crime, mais seraient en cavale et ne peuvent pas être confrontés.

La police cherche un bouc émissaire parmi les Haïtiens compatriotes de la victime alors que l'état macabre du corps, roué de coups, poignardé avant d'être pendu, ressemble plus à un acte raciste. Un acte qui pourrait être attribué au secteur ultra nationaliste et raciste dominicain. Ce secteur montre ouvertement sa xénophobie à l'égard des

travailleurs haïtiens depuis que le gouvernement a lancé le Plan National de Régularisation des Étrangers (PNRE), pour la plupart des Haïtiens, qui expire en juin 2015. Il multiplie les déclarations de violence contre les travailleurs haïtiens.

Durant la même semaine dans le quartier de Los Ciruelitos au nord de Santiago des habitants masqués ont manifesté en brûlant le drapeau haïtien ; ils ont attaqué «le laisser faire du gouvernement face à l'invasion d'Haïtiens sans papiers» et ils se disent «prêts à la guerre». Dans la ville de Mao, un autre

Haïtien a été tué par un policier, dans des circonstances non encore établies.

Ces racistes s'engouffrent dans la porte ouverte par le nationalisme du gouvernement dominicain qui s'attaque aux Dominicains d'origine haïtienne. L'auto-défense organisée des Haïtiens est nécessaire face aux racistes, tout comme des manifestations d'opposition à de tels actes, de la part de tous ceux qui à Saint Domingue rejettent ces actes criminels.

HAITI

L'incurie du gouvernement responsable des morts du carnaval

Le 17 février lors du carnaval sur le Champs de Mars, le chanteur du groupe Barikad Crew, debout sur un char a été électrocuté. Il a heurté de la tête une ligne électrique à haute tension. Une bousculade s'en est suivie qui a provoqué la panique parmi les dizaines de milliers de danseurs présents à ce moment dans les rues. Le bilan est de 17 morts et 78 blessés dont le chanteur qui souffre de graves brûlures. Cet accident n'est pas le fait d'une fatalité ou d'un sort qui s'acharne sur le groupe Barikad Crew qui a déjà perdu 3 de ses membres en 2008 lors d'un accident de voiture.

Dans les rues de la capitale il y a des multiples câbles qui strient les airs, des câbles pour le téléphone, pour la télévision, pour l'électricité, mais ils sont inopérants au quotidien. La majorité de la population, qui ne possède pas de génératrice électrique ou de batteries de stockage de courant, compte les heures où il y a de l'électricité. Pour la période du carnaval le gouvernement se donne une vitrine et rajoute quelques autres câbles qui eux sont porteurs de courant, pour permettre la retransmission télévisée et pour éclairer au maximum ce Champs

de Mars pendant les quelques jours de festivités qui permettent au peuple de se défouler.

Une action de façade pour masquer son désengagement des services publics. Les services de l'électricité, de l'eau, de la poste, de la voirie inexistantes, ce sont des entreprises privées qui l'assurent pour ceux qui peuvent payer. Il en est de même pour l'enseignement, les services d'hygiène et hospitaliers.

Après trois jours de deuil national, des funérailles collectives et nationales ont été organisées pour les victimes le samedi 21 février. Le ministre de la Justice y a

déclaré : «Face à ce deuil affligeant, il n'y a qu'une seule réponse : l'unité nationale». Unité nationale, là où ce sont toujours les pauvres qui payent l'incurie de l'État ? Une nouvelle grande messe pour masquer un gouvernement aux armes des riches venu verser des larmes hypocrites au nom de la solidarité nationale. Dans une ville privée les 3/4 du temps d'électricité, il a fallu qu'il y ait tout d'un coup trop d'énergie en désordre au point de faire tous ces morts et blessés !

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 33 €
SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal
COMBAT OUVRIER pour une
période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme
de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAIS - Combat Ouvrier.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe,
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
P. ANAIS
Adresser toute correspondance
EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER
M. Philippe Anais.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE
Louis MAUGÉE
B.P. 821
97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION
Imp. ERAPRESS
Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier
<http://www.combat-ouvrier.net>

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net